

CONGRÈS DES RÉGIONS DE FRANCE

L'UNSA-Ferroviaire très inquiète pour les « petites lignes »

La 15^e édition du Congrès de Régions de France s'est tenue du lundi 30 septembre au mardi 1^{er} octobre 2019 au Palais des expositions de Bordeaux, avec pour thématique « *Ma Région agit pour moi* ». La délégation UNSA-Ferroviaire quitte une nouvelle fois cet événement avec un sentiment de déception par rapport à ses attentes concernant l'avenir des TER et des petites lignes dites « de dessertes fines du territoire ». Ce rendez-vous a été encore une fois l'occasion pour les représentants des Régions et pour l'UNSA-Ferroviaire d'alerter sur l'état du réseau ferré français.

L'UNSA-Ferroviaire n'est pas rassurée, c'est le moins que l'on puisse dire, suite aux annonces faites par les représentants de la SNCF et de l'État concernant l'avenir des « petites lignes ». Le préfet François PHILIZOT, chargé par le gouvernement d'établir un diagnostic ligne par ligne, pour définir les investissements nécessaires (et dont le rapport du même nom se fait toujours attendre !) était présent pour débattre. Il a rappelé que sur les 9100 kilomètres de voies ferrées transportant des voyageurs, environ les deux tiers sont menacés par les fermetures ou les ralentissements. Pour sauver l'ensemble des lignes, l'État devrait mobiliser entre 15 et 17 milliards d'euros dans les 15 années à venir, hors entretien du réseau qui coûte 700 millions d'euros par an.

Les Régions se déclarent prêtes à participer au financement de travaux car, pour elles, les « petites lignes » constituent un facteur essentiel d'aménagement des territoires. Les régions Nouvelle-Aquitaine ou Centre-Val de Loire, par les voix de leurs vice-présidents Transports, ont affirmé être prêtes à voter une participation financière de 50% des travaux nécessaires sur leur réseau TER respectif... sauf que l'État ne répond pas favorablement et préfère fermer ces lignes. Du côté de SNCF Réseau, Patrick JEANTET a ajouté qu'il fallait rénover 60% des petites lignes dans les dix ans à venir et que l'Entreprise fait appel à la sous-traitance pour 70% de sa maintenance car elle « n'arrive pas à embaucher » (!).

L'UNSA-Ferroviaire, aux côtés des Régions, appelle une nouvelle fois l'État à prendre ses responsabilités en termes d'investissements sur le réseau ferré, vétuste de plus de 30 ans. Les petites lignes sont nécessaires à la vie quotidienne des Français. Nous rappelons que la concurrence ne réglera rien et que face à cette situation, nous avons besoin d'une Entreprise publique forte, intégrée et humanisée, actrice de l'aménagement du territoire et favorisant l'accès au mode ferré pour TOUS ! Il est inadmissible que la SNCF n'embauche pas et préfère faire appel à la sous-traitance, plus chère et moins efficace que les cheminots.

Contacts presse :

Didier MATHIS
Secrétaire Général
06 19 46 12 30



Jean Carl MILLET
Secrétaire Fédéral
06 34 47 19 89

